

MIGRATION FOR DEVELOPMENT



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité du GRDR et de l'ARK et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.



ACTIFS ICI ET LÀ-BAS

Le co-développement

DANS LA COMMUNE DE
MARÉNA DIOMBOUGOU



Note d'introduction

Ce carnet communal a été réalisé dans le cadre d'un projet initié par le GRDR (Groupe de recherche et de Réalisation pour le Développement Rural) en partenariat avec l'ARK (Assemblée Régionale de Kayes) au Mali. Ce projet, financé par l'Initiative Conjointe de l'Union Européenne et du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) avec le parrainage de la Région Ile de France, a permis de mener une étude de capitalisation sur 50 ans de co-développement dans le Diafounou et le Diombougou, territoires historiques de migration de la Région de Kayes.

Des enquêtes ont été menées au Mali, sur les territoires ciblés et en France, auprès des associations de ressortissants, afin de recueillir des informations les plus complètes possibles et de croiser les points de vue, ici et là-bas.

Ce travail a aussi été mené en partenariat avec les services techniques déconcentrés de Kayes, tous les élus des territoires concernés ainsi qu'avec les associations de ressortissants maliens en France qui, grâce à leur mobilisation, ont grandement contribué à son succès.

Par cette initiative, nos équipes entendent renforcer le dialogue et les pratiques pluri acteurs Nord-Sud sur le lien Migration et Développement, par la construction d'un savoir commun, indépendant et dépassionné.

L'équipe du projet « Education au Co-Développement au Mali »

Présentation générale de la commune

Population et territoire

Maréna Diombougou fait partie des 29 communes qui composent le cercle de Kayes, au sein de la Région de Kayes, 1^{re} région administrative du Mali. Elle est entourée des 3 communes de Kolimbiné, Séro Diamanou et Ségala et a pour chef lieu le village.

Aujourd'hui, trois ethnies peuplent majoritairement cette zone: les Soninkés (5 villages), les Khassonké (3 villages) et les Peuls (répartis dans les 8 villages). Son peuplement s'est opéré progressivement entre le 16^e et le 19^e siècle, par des mouvements migratoires, venant du Diafounou et du Gadiaga

Naissance des instances communales

La Commune de Maréna Diombougou a été créée le 4 Novembre 1996, suite à la loi sur la Décentralisation au Mali. Ce territoire, regroupant aujourd'hui 8 villages, est le résultat de plusieurs découpages administratifs qui se sont succédés entre la période coloniale, les premières années d'indépendance et la dernière réforme sur la décentralisation.

Au démarrage du processus de décentralisation, l'Etat a mis en place des Groupes Locaux d'Etude et de Mobilisation, qui avaient pour objectif de sensibiliser les citoyens sur ce processus et de recueillir leurs propres propositions de regroupement. Ainsi, 4 villages de l'association Diama Djigui ont formé la base du regroupement, puis ont été rejoints successivement par Diataya et Salamou, puis par Niamiga et Banaya. Cpar la suite, en 1999,

Tableau 1: population des villages de la commune (RGPH98)

Villages	Population totale
Banaya	1446
Diataya	2761
Madina Kouta	600
Maréna Diombougou	4753
Mogoyafara	963
Niamiga	870
Sabouciré Sambala	1268
Salamou	242
Total	12903

pour les Soninkés, de Médine et du Macina pour les Khassonkés et enfin du Fouta Toro pour les Peuls (Toucouleurs).

L'Etat a transféré à la nouvelle commune de Maréna Diombougou les compétences suivantes:

- les budgets et les comptes communaux,
- la protection de l'environnement,
- les plans d'occupation des sols et les opérations d'aménagement de l'espace communal,
- la gestion domaniale et foncière et l'acquisition du patrimoine,
- la politique de création et de gestion des équipements collectifs, notamment dans les domaines suivants :
 - l'enseignement pré-scolaire et l'alphabétisation
 - le premier cycle de l'enseignement fondamental
 - les dispensaires, maternités, l'hygiène publique, l'assainissement et les centres de santé communautaire
 - les infrastructures routières et de communication classées dans le domaine communal

Dynamiques migratoires

- le transport public et les plans de circulation
- l'hydraulique rurale ou urbaine
- les foires et les marchés
- le sport, les arts et la culture

L'histoire du développement du territoire communal s'est toujours basée sur des échanges, du fait des différentes origines des individus qui la peuplent, mais aussi à travers les différentes

destinations de voyage de chacun. Ces échanges ont notamment permis d'alimenter une société civile structurée, qui a très vite dépassé le cadre villageois pour prendre en charge les besoins les plus importants des habitants de la zone. La migration vers la France, a suivi le même schéma d'organisation, avec le même objectif : œuvrer pour le développement du territoire d'origine.

Les migrations dans la commune

La migration est une composante historique et majeure de la dynamique de la population du territoire communal. Elle s'est organisée en plusieurs phases et a pris diverses formes, en fonction des conditions socio-économiques dans la zone de départ et des besoins de mains d'œuvre dans les bassins d'emploi à l'étranger, dans la sous-région ou sur les autres continents.

Dès le début du XX^e siècle, les premières migrations saisonnières (par les Navétanes) s'opéraient en direction du bassin arachidier au Sénégal, qui créait un fort appel de main d'œuvre dans toute la sous-région. Par la suite, et notamment depuis l'indépendance du Mali, les migrations ont continué, principalement dans la sous-région mais aussi vers la France, qui, par ses politiques migratoires et la structuration de son économie, a créé un appel important de main d'œuvre. Cet appel de main d'œuvre en France on aussi coïncidé avec l'apparition de grandes sécheresses

Tableau 2: nombre de migrants recensés par village

Village	Nb de migrants recensés
Niamiga	56
Banaya	551
Mogoyafara	100
Sabouciré Sambala	115
Madinacouta	69
Diataya	840
Salamou	13
Maréna Db	785

dans la région, notamment en 1973, qui n'ont fait que renforcer ces mouvements migratoires. Aujourd'hui, on retrouve des ressortissants de la commune dans près de 20 pays, sur l'ensemble des continents.

C'est donc en France que les ressortissants des villages de la commune sont les plus nombreux et que s'est tissé puis renforcé le réseau associatif à l'origine de ce que l'on nomme le co-développement. Aujourd'hui, c'est à travers cette structuration que les liens de solidarité se sont construits et renforcés entre les ressortissants résidant à l'étranger et les habitants du village.

Même si à l'échelle de la commune, la destination la plus représentée dans les parcours migratoires est la France, chacun des villages de la commune présente un « profil migratoire » propre, que ce soit en termes de volume de départ qu'en termes de destinations. C'est le cas par exemple du village de Banaya, dans lequel 38% des migrants ont choisi la France comme destination alors que pour celui de Sabouciré Sambala, c'était le cas pour 87% d'entre-eux.

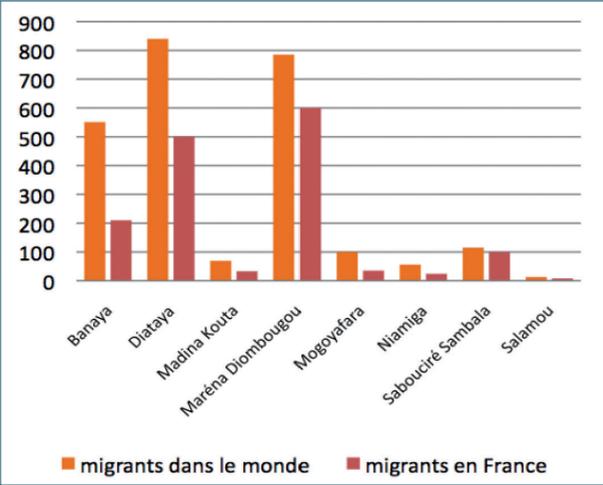
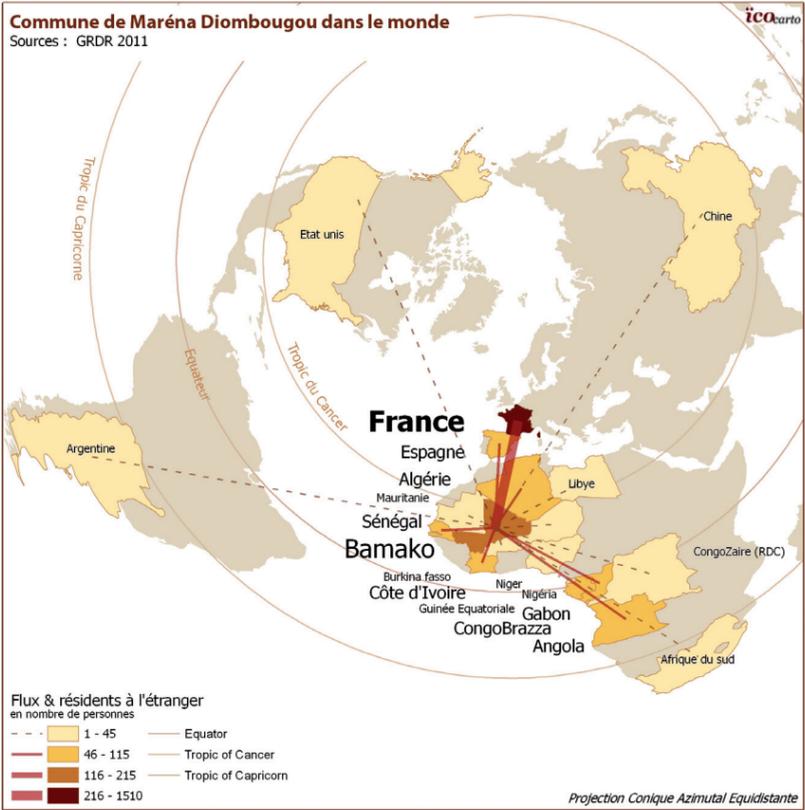


Figure 1: migrants dans le monde et migrants en France par village (données enquêtes 2010)

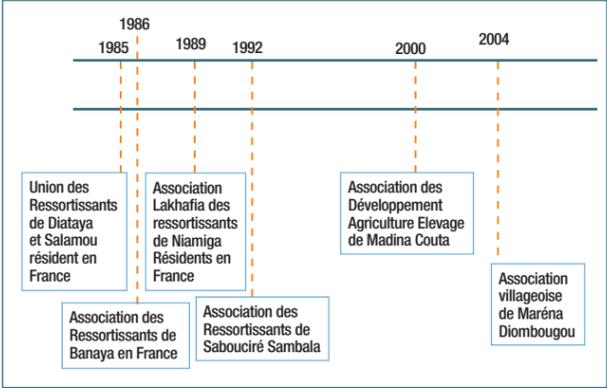


Structuration du mouvement associatif ici et là-bas

Sous la présidence de Modibo Keïta, entre 1960 et 1968, les mouvements coopératifs se sont multipliés dans la plupart des villages du territoire communal. Après un certain essoufflement durant les années 70, le mouvement s'est redynamisé, accompagné de la création de nombreuses associations à l'échelle villageoises et inter-villageoises, au Mali et au sein de la communauté malienne. Ces associations ont opté pour un mode de représentation territoriale, inspirée des réalités du pays.

Toutes ces associations ont porté de nombreux projets sur le territoire communal, et parmi elles, les associations inter-villageoises (Diama Djigui, ORDIK, labankouniouma) ont eu un rôle prépondé-

Figure 2: créations officielles des associations villageoises (reconnaissance loi 1901)



rant dans le mouvement. Structurées sur les deux espaces, France et Mali, elles ont pu, à travers une forte mobilisation et la création de partenariats solides, porter des projets de grande envergure dans la commune.

Tableau 3 : coordonnées des associations de ressortissants dans la commune

Village	Date de création officielle	Nom et contacts du président	Nom et contacts du secrétaire général	Nombre de membres
Maréna Diombougou (Commune)	2000	SIBY Bri • 06 09 74 83 65 19 quai de Stalingrad 92100 Boulogne Billancourt	DIARRA Mahamadou	395
Maréna Diombougou (village)	2004	SIBY Mohamadou 24 rue Rochebrune 93100 Montreuil	KEBE Hadiyetou 06 29 02 67 07 18 rue Gaston Monmousseau 94200 Ivry S/Seine	395
Sabouciré Sambala	1992	KANTE Dalla • 06 80 02 48 58 19 bis rue desim bergeres 92330 Sceaux		11
Diataya Salamou	1985	Bidanessy Boulaye • 06 24 94 94 79 12 rue Desguillauds 93100 Montreuil		180
Mokhoyafara	Pas de récépissé	DIALLO Abdoulaye (chef de village) • 06 03 76 86 85 35 rue d'Alsace Lorraine 93700 Drancy		23
Niamiga	1989	CISSOKO Founeke • 06 03 30 58 86 24 rue Rochebrune 93100 Montreuil		31
Madina Couta	2000	DIALLO Moctar • 06 60 84 73 77 77 rue de la fontaine de roi 75020 Paris		40
Banaya	1986	TOURE Dioké		200

➔ Les projets de co-développement dans la commune

Très tôt, la société civile, animée par les dynamiques migratoires a pris en charge le développement de la zone. C'est ainsi que se sont constituées 8 associations villageoises, et 1 association communale en France (ainsi que les 2 associations ORDIK et Diama Djigui), œuvrant collectivement pour le développement de leurs territoires d'origine. Au total, on dénombre aujourd'hui près de **150 initiatives** portées depuis les premières années d'indépendance par ces associations.

On retrouve des projets associatifs dans les 8 villages de la commune (seuls certains hameaux ne sont pas concernés directement). Ces projets ont participé et participent encore aujourd'hui, à satisfaire les besoins sociaux, économiques et culturels des résidents de la commune : de la clôture du cimetière à la construction de centres de santé, d'écoles, de systèmes d'adduction d'eau potable, les dynamiques de co-développement sont omniprésentes dans la vie des habitants de la commune.

Figure 3: carte de répartition des projets par village

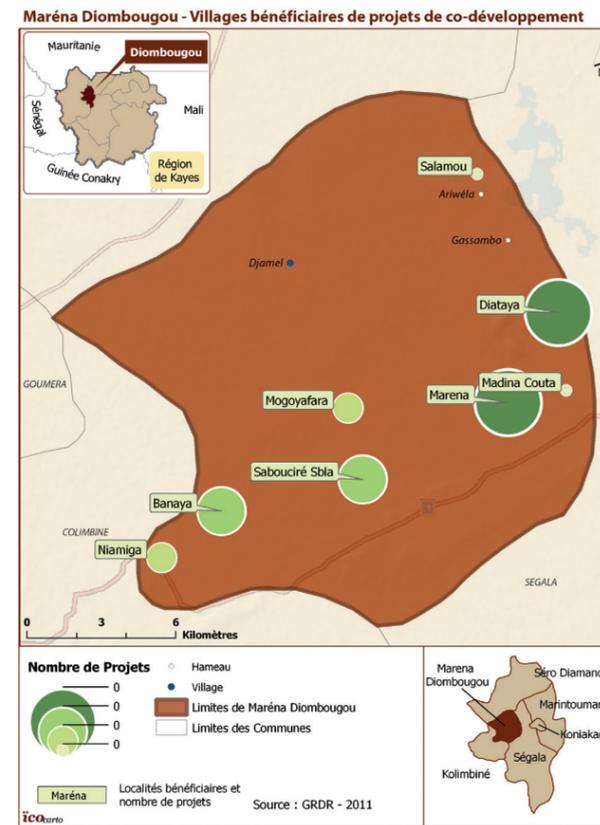


Figure 4: différents types de projets conduits

Culte : construction de mosquées en béton, aménagement de cimetière, construction d'aires de repos pour les personnes âgées, électrification et aménagement de mosquées
Éducation : construction d'écoles 1^{er} et 2nd cycle, construction de logements pour les enseignants, de magasins pour la cantine, clôture d'école
Santé : construction de centres de santé, achat d'une ambulance, construction de logements pour le personnel de santé
Eau potable : puits à grand diamètre, château d'eau, système d'adduction d'eau potable

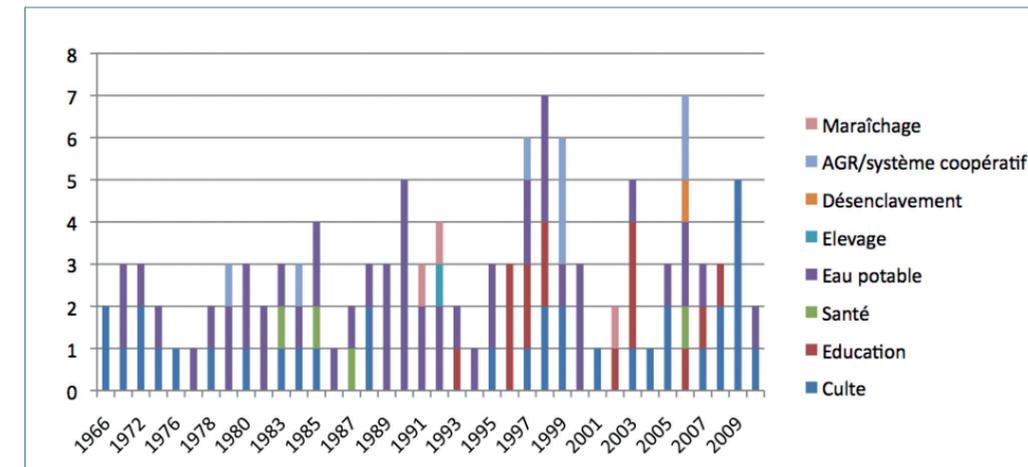
Désenclavement : construction de route (latérite), achat de pirogues, construction de ponts
Agriculture : aménagement de marre, construction de barrages et retenues d'eau
Maraîchage : aménagements de périmètres maraîchers (clôtures grillagées pour protéger les jardins des animaux en divagation, achat de motopompe pour irriguer les périmètres).
AGR/Systèmes coopératifs : construction et alimentation de magasins coopératifs, achat de moulins collectifs, aménagement d'un marché

Le rythme de réalisation des projets de migrants a été globalement croissant depuis 1966, date à laquelle on recense les premiers projets après l'indépendance du Mali.

La fin des années 90 a connu une très forte augmentation du nombre d'initiatives portées, qui semblerait être due à l'apparition d'un nouveau partenaire pour le développement, la commune.

Il faut aussi noter que **depuis 1984 jusqu'à nos jours, il y a eu un nouveau projet chaque année** sur le territoire. Si l'on observe la tendance dans la réalisation des projets à travers le prisme des thématiques visées, on remarque que durant les 20 premières années, les associations ont concentré leurs efforts sur des projets liés au culte (construction de mosquées, aménagement de cimetières, construction de lieu de repos pour les personnes âgées aux abords des mosquées) et à l'accès à l'eau potable (puits, forages, adductions d'eau potable). Durant les années 80, les thématiques de la santé et des Systèmes coopératifs et AGR ont fait leur apparition, notamment à travers des projets portés par les associations inter-villageoises Diama Djigui et ORDIK.

Figure 6: évolution des thématiques des projets dans la commune de Maréna Diombougou



que ceux liés à l'accès à l'eau potable et au culte sont les plus représentés, suivis de la création de systèmes coopératifs et des infrastructures éducatives.

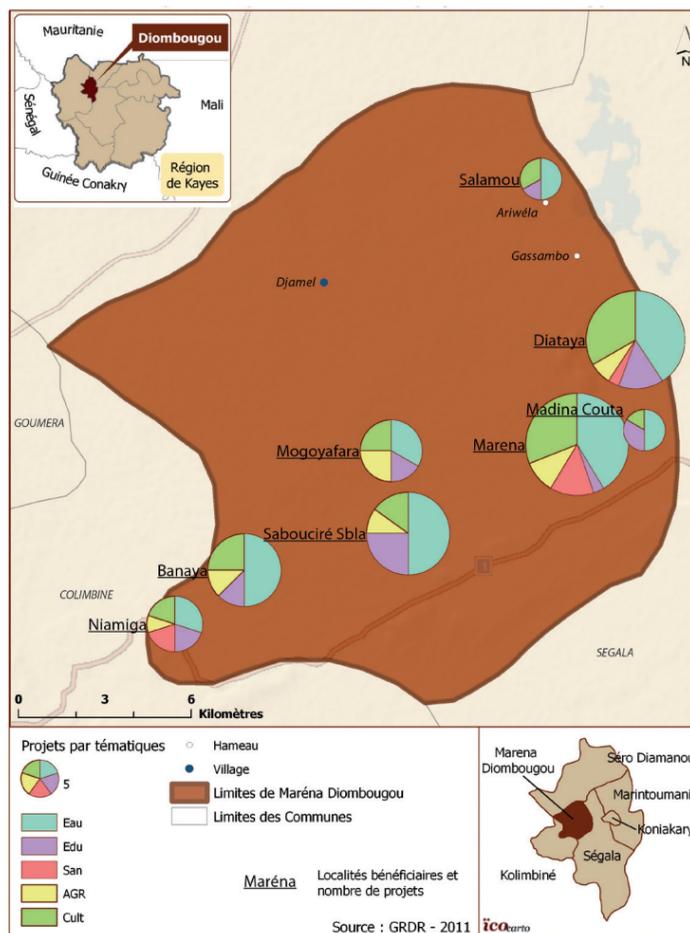
Enfin depuis le milieu/fin des années 90, qui correspond à la période de mise en place des nouvelles instances communales suite à la loi de Décentralisation, les projets se sont multipliés et les thématiques diversifiées. Aujourd'hui, le bilan de tous les projets menés nous montre



Culte

Maréna Diombougou

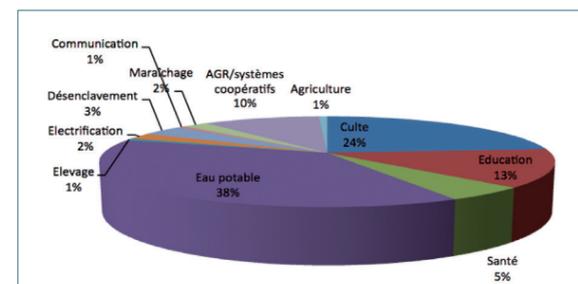
Villages bénéficiaires des projets de co-développement



Plusieurs facteurs expliquent le choix des projets par les associations et les villageois. En dehors de la thématique, il y a aussi le coût, la faisabilité, la possibilité d'obtenir un consensus rapidement, les compétences de gestion, le nombre de bénéficiaires... beaucoup de critères entrent en jeu dans le processus de décision et ont produit les différentes évolutions que nous avons pu constater jusqu'à aujourd'hui.

Nous proposons, dans la suite du document, de porter une attention plus particulière sur les projets collectifs socio-culturels, à savoir l'accès à l'eau potable, aux soins de santé, à l'éducation et au culte.

Figure 7: proportions de projets par thématique d'action



La population de la commune de Maréna est à majorité de confession musulmane (99%), quelle que soit l'ethnie d'appartenance. La religion est donc très présente dans la zone et rythme la vie des habitants depuis de nombreux siècles maintenant.

Les ressortissants du territoire communal, aussi de confession musulmane ont eu à cœur, depuis les années 60, de participer à l'amélioration de l'exercice de ce culte dans leurs villages d'origine. Ces projets ont une double importance, à titre de confessionnel pour tous les membres des associations mais aussi pour renforcer les liens qui unissent les résidents des villages et les expatriés.

photo 1: grande mosquée de Diataya



On retrouve donc, dans les 8 villages de la commune, plus de 30 initiatives de co-développement de type :

- aires de repos pour les personnes âgées aux abords des mosquées
- projets d'aménagements de cimetières
- mosquées en banco
- mosquées en briques



Eau potable

L'accès à l'eau potable a constitué, dès les prémices du co-développement, une priorité pour les migrants et leurs familles au village: depuis 50 ans, c'est la thématique qui regroupe le plus d'initiatives.

Cette zone, présente en effet de grosses difficultés dans la gestion de la ressource en eau. Il n'existe pas de cours d'eau douce (propre à la consommation), les cours d'eau temporaires drainent de l'eau de pluie parfois vectrice de maladies et parasites et sont asséchés durant plus de la moitié de l'année. Par ailleurs, très peu d'infrastructures publiques ont été mises en place par l'Etat pour palier à ces énormes difficultés.

Ceci explique l'intérêt porté par les associations de ressortissants pour ce type de projet pendant les premières décennies d'action des associations de la diaspora : **plus de 50 initiatives de co-développement ont été réalisées uniquement sur cette thématique, vitale, de l'accès à l'eau potable.**

Les projets réalisés peuvent être classés en 3 grandes catégories :

- les forages

- les puits
- les systèmes d'adduction d'eau potable

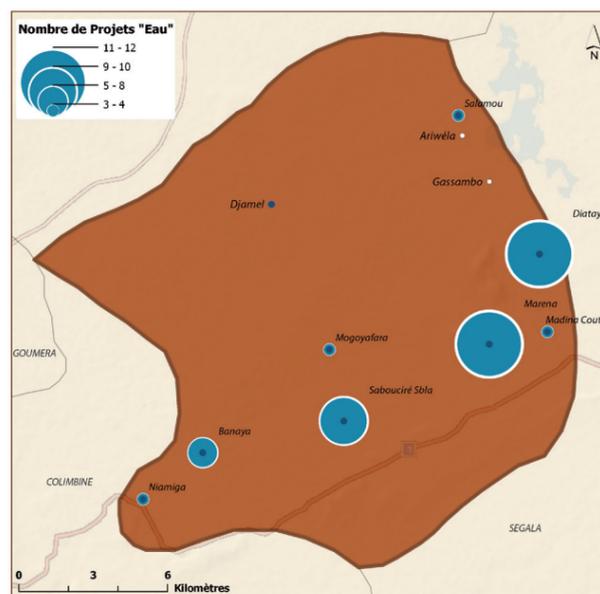
Photo 2: château d'eau de Maréna Diombougou



Photo 3: puits à grand diamètre à Banaya



Figure 9: répartition des initiatives liées à l'accès à l'eau potable dans la commune



➔ Les services déconcentrés de l'Etat annoncent un taux de desserte en eau de 100% sur la commune

D'après les données relevées auprès de la Direction Régionale de l'Hydraulique à Kayes, le taux de desserte de la population en eau potable est de 100%, par rapport aux normes fixées ; et ce, depuis 2003. Les projets de co-développement ont joué un grand rôle dans l'atteinte de cet objectif. En effet,

d'après les données récoltées sur le terrain au Mali et auprès des ressortissants en France, plus de 40% des forages, la quasi-totalité des puits ainsi que tous les systèmes d'adduction d'eau potable sont des projets conduits par et/ou avec les associations de ressortissants résidant en France.

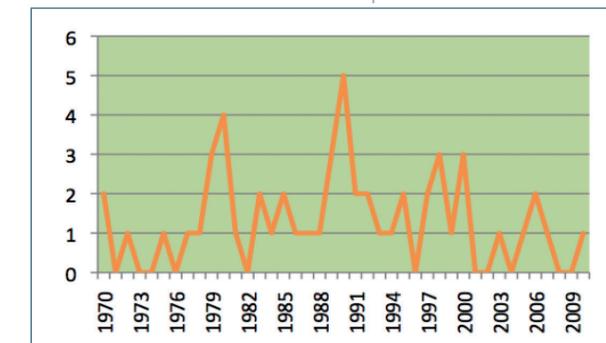
Tableau 4: besoins en eau potable et taux de desserte dans la commune (DRH, 2008)

Village	Besoins EPEM (norme)	Nbr EPEM manquant	Village sans PEM	Population desservie theo.	population desservie	population non desservie	Taux de desserte
Banaya	4	0	0	2000	1629	0	100
Diataya	10	0	0	7200	4087	0	100
Madina Kouta	2	0	0	1600	676	0	100
Maréna Diombougou	18	0	0	19600	7036	0	100
Mogoyafara	3	0	0	1200	1085	0	100
Niamiga	3	0	0	1200	980	0	100
Sabouciré-Sambala	4	0	0	5200	1429	0	100
Salamou	1	0	0	400	273	0	100
Total	45	0	0	38400	17195	0	100

L'accès à l'eau potable n'est donc plus une priorité dans la commune de Maréna même si beaucoup d'améliorations peuvent encore être apportées. En effet, tous les villages possèdent au moins un point d'alimentation en eau potable. Cependant, seuls deux villages sont aujourd'hui dotés d'un système d'Adduction d'Eau Potable (AEP).

La tendance observée depuis les années 2000 va vers la diminution du nombre d'initiatives d'accès à l'eau potable mais en contrepartie, vers la réalisation de projets de plus grande envergure, demandant un savoir faire, des moyens techniques et financiers plus importants mais pour un impact souvent plus large.

Figure 10: évolution du nombre d'initiatives portant sur l'accès à l'eau potable





La commune de Maréna Diombougou compte aujourd'hui 16 structures d'enseignement réparties sur l'ensemble du territoire.

Parmi ces structures, on recense :

- 4 écoles franco-arabes
- 7 écoles fondamentales du 1er cycle
- 4 écoles fondamentales du 2nd cycle
- 1 école communautaire française
- 1 bibliothèque polyvalente (salle de devoirs)

La prédominance de la religion musulmane dans la zone explique aussi que les actions des migrants allaient dans un premier temps vers la construction d'établissements d'enseignements franco-arabes. Puis, lorsque l'Etat est intervenu (par le biais de l'APE, de l'arrondissement ou directement) puis par la suite les instances communales, les écoles fondamentales ont vu le jour.

La construction d'établissements scolaires par les migrants a ainsi démarré en 1993, par la construction d'une école à Sabouciré Sambala. Elle a été pendant quelques temps la seule école fondamentale de la commune. Puis, petit à petit, les associations ont monté des projets dans tout le territoire de la commune pour arriver à une couverture géographique plus satisfaisante.

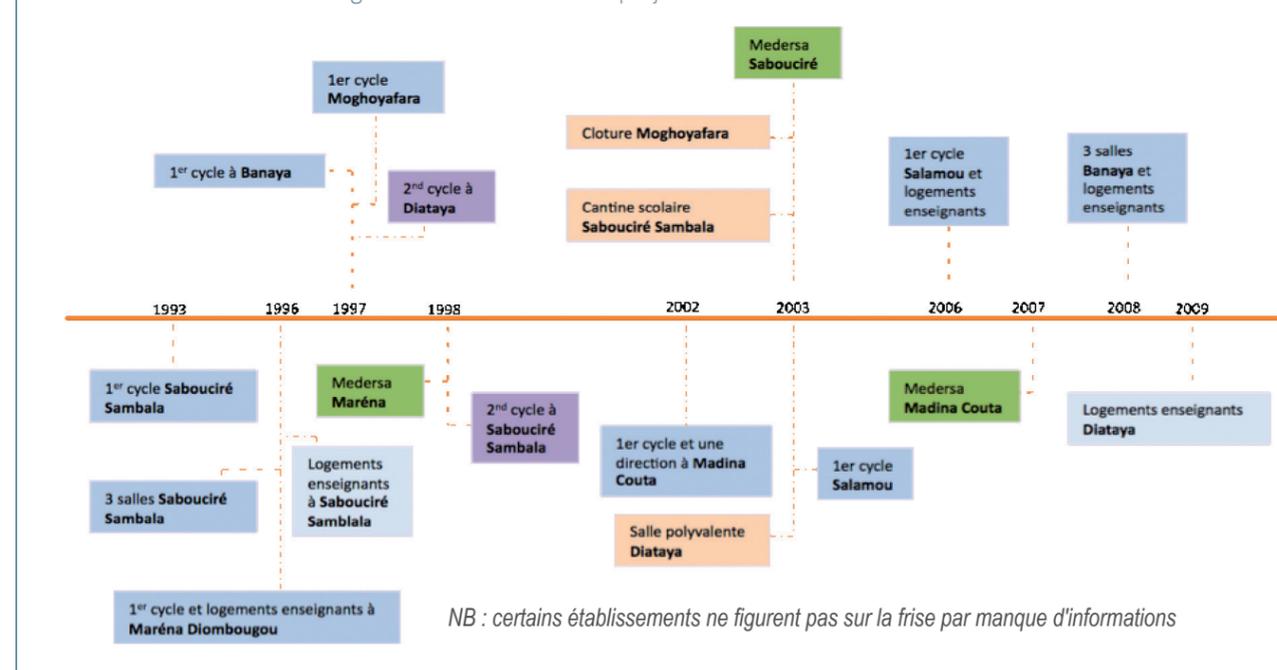
Photo 4: école franco arabe de Madina Couta



Photo 5: école fondamentale du 1er cycle de Banaya



Figure 11: succession des projets éducation dans la commune



Il faut noter que, parmi tous les projets recensés (une vingtaine), tous ne concernent pas la construction d'un nouvel établissement scolaire. Les associations de ressortissants préfèrent parfois monter des projets de renforcement des établissements existants (ajouts de nouvelles salles de classes), de construction des logements pour les enseignants leur créant ainsi de meilleures conditions de vie au village, ou alors d'amélioration de la qualité des établissements par la rénovation des murs ou la construction de clôtures.

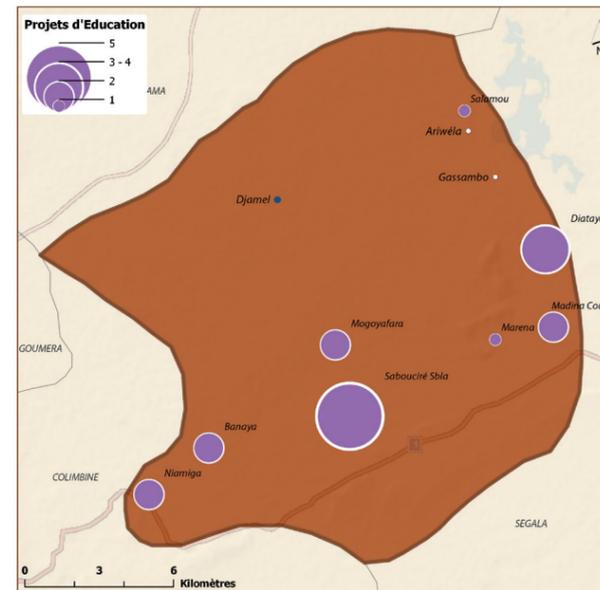
Au final, la totalité des structures éducatives de la commune ont été réalisées avec le concours des ressortissants résidents en France. Ceci correspond à un nombre d'environ 1500 à 2000 élèves scolarisés aujourd'hui dans la commune. Ainsi, chaque village de la commune compte au moins un établissement scolaire.

'NB : En parallèle de ces établissements, d'autres projets ont été portés par les associations inter-villageoises Diama Djigui et ORDIK, pour leur partie malienne. Ces projets étaient des projets de création de centre d'alphabétisation en langue locale (Soninké, Peulh et Khassonké) pour adultes. Ils ne constituent pas des projets de co-développement en tant que tel mais sont l'œuvre des actions de la société civile, en lien parfois très étroit avec la communauté de ressortissants résidents en France. Aujourd'hui, tous les villages de la commune, hormis Salamou, possèdent un centre d'alphabétisation pour adulte.



Aujourd'hui les acteurs du développement de la commune doivent tout de même faire face à de nouveaux défis. Même si d'énormes améliorations ont été réalisées grâce à des initiatives de co-développement, quelques problèmes apparaissent dans les écoles: les enseignants se retrouvent parfois en nombre insuffisant au vu du nombre d'élèves scolarisables, ce qui entraîne des phénomènes de surcharge des classes (parfois jusqu'à 100 élèves pour une classe !). L'expérience acquises par les associations de ressortissants, le développement des acteurs de terrain de la société civile, ainsi que le renforcement des instances communales devraient permettre de répondre à ces nouveaux défis.

Figure 9: répartition des initiatives liées à l'accès à l'éducation dans la commune



➔ Le Co-Développement au service de l'accès aux soins pour tous

Le domaine de la santé a évolué dans la commune de Maréna comme dans beaucoup d'autres communes de la région : constatant la nécessité de la présence d'établissements sanitaires et l'absence des services de l'Etat, la société civile, fortement influencée par les ressortissants résidents à l'étranger, s'est emparée de la question.

Et c'est durant les années 80 que le territoire communal s'est doté de 2 établissements sanitaires. Ces structures ont été construites sous l'impulsion de deux associations intervillageoises, Labankniouma pour le centre de santé de Niamiga, et Diama Djigui pour celui de Maréna.

Chacun des 2 établissements permet d'offrir les services suivants :

- Un dispensaire (soins de base)
- Une maternité
- Une pharmacie
- Un PMI (Protection Maternelle Infantile)
- Un centre de vaccination

Le dispensaire de Maréna a même obtenu depuis quelques années le statut de CSCOM, ce qui permet une reconnaissance officielle du Ministère de la Santé et de pouvoir bénéficier de la prise en charge de certains besoins du centre, notamment dans l'approvisionnement en médicaments.

Tous les habitants de la commune peuvent bénéficier aujourd'hui d'un accès aux soins grâce aux initiatives de co-développement.

Par la suite, une fois la Décentralisation opérée, et ses moyens alloués à la commune celle-ci peut se joindre aux associations de la société civile pour travailler

Photo 6: centre de santé de Maréna Diombougou



photo 7: achat d'une ambulance pour le dispensaire de Niamiga



ensemble et assurer la pérennisation et l'amélioration des services communs.

➔ Partenariats et perspectives

Le territoire de la commune de Maréna Diombougou possède un tissu associatif très développé, l'un des plus actifs de la zone, du fait de son histoire ancienne et son évolution sur le double espace, en France et au Mali. Ceci lui a permis de nouer très tôt de multiples partenariats pour l'accompagner dans ses efforts d'amélioration du bien être des habitants de ces localités.

Le GRDR, mais aussi l'AFVP, les compagnons au-delà des frontières, l'AGED, le GREF, la ville de Boulogne Billancourt, l'ANICT, le CAMIDE, la communauté de communes des Trois Pays, la coopération allemande, le PNIR... autant de partenaires de diverses natures qui ont participé, en soutenant à leur manière les associations de ressortissants et les associations locales, à construire le développement de la commune.

